



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/714
5 août 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 3 AOÛT 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 1181 (1998) du 13 juillet 1998 par laquelle le Conseil de sécurité a créé la Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone (MONUSIL) et a autorisé le déploiement d'observateurs des Nations Unies à Freetown.

Au paragraphe 9 de cette résolution, le Conseil s'est félicité de mon intention de prendre, avec le Président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des arrangements de sécurité à l'intention du personnel des Nations Unies et de conclure avec le Gouvernement sierra-léonais un accord sur le statut de la Mission.

Au paragraphe 10 de la résolution, le Conseil a décidé que les observateurs militaires de la MONUSIL seraient déployés lorsque je l'informerais que les arrangements en matière de sécurité et l'accord sur le statut de la Mission auraient été conclus.

Je suis heureux de vous informer que j'ai écrit au Président Kabbah le 29 juillet 1998 pour énoncer les conditions de l'accord sur le statut de la Mission et que, le même jour, le Gouvernement sierra-léonais a déclaré qu'il acceptait l'accord. J'ai aussi écrit au Président de la CEDEAO pour lui proposer les activités que la MONUSIL et le Groupe d'observateurs militaires de la CEDEAO (ECOMOG) devraient entreprendre en application du plan de désarmement, de démobilisation et de réinsertion dans la société sierra-léonaise des anciens combattants adopté par le Gouvernement sierra-léonais. Dans cette lettre, j'ai appelé l'attention sur la disposition du plan gouvernemental selon laquelle l'ECOMOG aurait la responsabilité générale de la sécurité tout au long des opérations de désarmement et de démobilisation.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. ANNAN
